

SOMMAIRE

Une : Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / **p.2** Socialisation des moyens de production, ici, maintenant et tout de suite ! / **p.3** Montée au mur des fédérés : 155 ans après le massacre de la commune ! / **p.4** Tract : « Ils cassent l'industrie, le 25 juin on bloque leurs profits ! » /

l'agenda



9 juin :

**Journée d'étude
Santé-Prévoyance**

16 juin :

CEF

17 juin :

**Formation des nouveaux
mandatés Fédéraux**

18 juin :

**Webinaire "Intelligence
artificielle volet 2 : l'outil IA
et point de vigilance".**

8 septembre :

**Assemblée générale
FNIC-CGT**



Flashez le code pour vous inscrire en ligne

Réunions de branches



08/06 **Officines** : CPNE

10/06 **Chimie** : CPNCTHS

17/06 **Caoutchouc** : CPNEFP

17/06 **Pétrole** : CPPNI

18/06 **Plasturgie** : CMPPI - Nao

18/06 **Chimie** : CPPNI

18/06 **Industrie pharma** : CPNEIS

24/06 **Pétrole** : CPNE

01/07 **Caoutchouc** : CPPNI -

égalité professionnelle

Droits et libertés

SMIC +2,41 % : Dès que nécessaire, les NAO doivent être rouvertes !

Dès que cela est nécessaire, les NAO doivent être rouvertes. Le Code du travail ne fixe aucune limite aux négociations. Les articles L. 2242-1 à L. 2242-21 du Code du travail encadrent la négociation annuelle obligatoire et ne n'imposent aucun plafond. Au-delà du minimum légal de deux réunions, allons chercher la réouverture autant de fois que nécessaire. Les travailleurs avec la CGT doivent imposer la poursuite des discussions jusqu'à ce que les revendications salariales soient pleinement satisfaites.

Le SMIC a été revalorisé de 2,41 % au 1^{er} juin 2026, passant de 12,02 € à 12,31 € brut de l'heure, soit 34,82 € nets supplémentaires par mois. Cette hausse résulte uniquement du mécanisme légal d'indexation. Aucun « coup de pouce » n'a été accordé. Une augmentation insuffisante face à la hausse du coût de la vie et à l'érosion continue du pouvoir d'achat.

Ne laissons pas l'employeur fixer seul l'agenda !

Imposons l'ouverture des NAO dès que cela est nécessaire dans toutes les entreprises. Exigeons des augmentations générales de salaires. Exigeons la revalorisation de toutes les grilles, pas seulement du SMIC.

Seule la lutte collective des travailleurs avec la CGT arrachera hausse des salaires et des pensions face au capital financier.

Orga et vie syndicale

Cotisations 2025 : renforcer le respect des délais

Au 30 avril 2026, 105 syndicats n'avaient encore reversé aucune cotisation au titre de 2025. Le retard constaté représente 3 426 FNI et 39 633 timbres par rapport au dernier exercice clos de 2024.

Nous sommes désormais à la moitié de l'année 2026, et cette situation appelle à une mobilisation rapide de toutes les structures concernées afin que les règlements soient régularisés dans les meilleurs délais. Il est important que les cotisations remontent plus tôt et plus régulièrement, plutôt qu'en fin d'année ou à l'approche de la clôture.

C'est aussi le rappel d'un principe essentiel de notre syndicalisme CGT : être adhérent suppose d'être à jour de sa cotisation, et le syndicat doit, lui aussi, assurer sans attendre le reversement des sommes dues aux structures. Là où les adhérents sont généralement en règle, c'est souvent le rythme de remontée des cotisations par les syndicats qui doit encore progresser.

Le bon fonctionnement de notre organisation repose sur cette rigueur partagée, sur la solidarité entre les structures et sur le respect de nos engagements communs.

Les chiffres

**200 millions d'euros, c'est, selon Bercy,
la part française de la taxe sur les
superprofits.**

**Bien loin des 107 Milliards € des bénéfices
du CAC 40 distribués aux actionnaires
en 2025, et des 10,91 milliards d'euros de
TotalEnergies.**

Actualité sociale

SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION, ICI, MAINTENANT ET TOUT DE SUITE !

La situation idéale du prolétariat, c'est que cesse à jamais son joug qui le pousse à se vendre chaque jour pour réaliser le profit d'un autre, qui fait que son temps libre appartient aux capitalistes tout au long de sa vie.

Tout au long de l'histoire, c'est donc de lui que sont venus les plus grands principes démocratiques des sociétés modernes (droit de vote, droit à l'instruction, émancipation des femmes, etc., etc.) ; tous ces droits n'existent que parce que le prolétariat a mené des luttes en vue d'adoucir son sort et, de ce fait, a généralisé ces conquêtes à toute la masse des travailleurs et travailleuses les plus précaires. Il n'a ni intérêt à ce que le paysan reste paysan, encore moins que le capitaliste reste capitaliste. Il ne peut s'émanciper qu'en exprimant sa haine de la propriété privée et en généralisant sa condition d'ouvrier, non en dépossédant une classe en dessous de lui puisqu'il n'y en a pas, mais en bâtissant la propriété sociale, en transformant la terre, les machines, les usines, etc. en propriété sociale inaliénable, appartenant à tous les membres égaux d'une société ne pouvant être que communiste.

De ces intérêts divergents entre les différentes classes sociales découle ce qui suit : vis-à-vis des grands capitalistes, le prolétariat ne peut se libérer qu'en soulignant l'antagonisme des intérêts qui l'opposent à eux. La politique à suivre consiste à renverser le gouvernement capitaliste, à la liquidation des capitalistes par l'expropriation sans indemnités de tous les moyens de production et d'échange dont ils disposent et leur socialisation, la transformation forcée des capitalistes en travailleurs ne pouvant vivre que de leur travail.



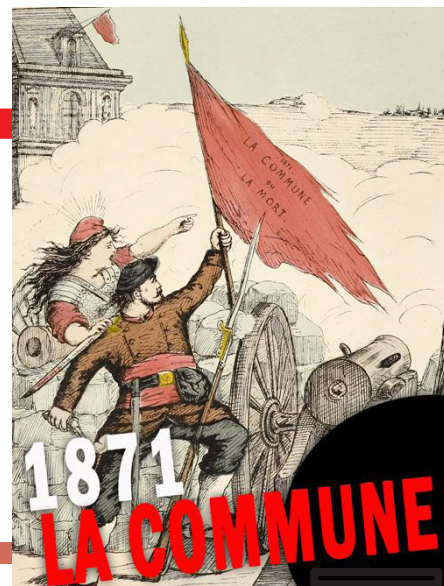
La socialisation des moyens de production, c'est la propriété sociale en opposition à la propriété privée.

La socialisation des moyens de production est l'horizon de la double besogne, se débat, se revendique et s'intègre dans nos luttes dès aujourd'hui.

La socialisation des moyens de production est revendiquée par la FNIC-CGT dans nos fiches revendicatives de nos congrès fédéraux, car notre Fédération s'inscrit pleinement dans la perspective concrète de la double besogne !



MONTÉE AU MUR DES FÉDÉRÉS : 155 ANS APRÈS LE MASSACRE DE LA COMMUNE !



Lors de la dernière semaine de mai en 1871, après un peu plus de deux mois d'expérience d'un pouvoir ouvrier et révolutionnaire sur Paris, la classe dominante coalisée massacra le Paris laborieux.

C'est sous le nom de « semaine sanglante » que l'on désigne cette période durant laquelle près de 100 000 Parisiens rouges seront tués, fusillés, torturés, etc., pour avoir mis en place un pouvoir ouvrier, première expérience de la dictature du prolétariat, l'école laïque et démocratique, le droit de vote pour les femmes et la révocation des élus, l'interdiction du travail de nuit et la socialisation des ateliers dans Paris. C'est bien la classe ouvrière qui a pris le pouvoir en cette année 1871 !

Le dimanche 21 mai, l'armée versaillaise, celle de la France bourgeoise, dirigée par celui qui présidera la France après la Commune, Adolphe Thiers, entre dans Paris avec plus de 130 000 soldats. Ivres de vengeance, ils feront couler le sang dans Paris comme jamais il n'avait coulé et comme jamais plus il ne coulera. Les combats dureront une semaine, renommée « la semaine sanglante ».

Les communards défendront leur idéal avec environ 30 000 fédérés. Les morts dans Paris causées par l'agression versaillaise se chiffrent à au moins 30 000 et plusieurs milliers de communards prisonniers seront envoyés au bagne en Nouvelle-Calédonie.

Prosper-Olivier Lissagaray, membre de la Commune et journaliste, écrit le livre sûrement l'un des plus célèbres sur la Commune. En tant que participant et journaliste, il fit un récit impressionnant de ces combats et surtout de la haine qui animait les généraux versaillais envers les ouvriers communards.

Laissez-nous vous livrer cet extrait de son récit et surtout de ses témoignages vivants qu'il a lui-même vécus, à retrouver dans ce livre magistral :
« À peine installé à Montmartre, l'état-major versaillais commence des holocaustes aux mânes de Lecomte et de Clément Thomas. Quarante-deux hommes, trois femmes et quatre enfants ramassés au hasard sont conduits au n° 6 de la rue des Rosiers, contraints de fléchir les genoux, tête nue, devant le mur au pied duquel les généraux ont été exécutés le 18 mars. Puis on les tue. Une femme qui tient son enfant dans les bras refuse de s'agenouiller, crie à ses compagnons : "Montrez à ces misérables que vous savez mourir debout." »

C'est à cette classe ouvrière martyre que, chaque année, nous rendons hommage par « la montée au Mur ».

Cette manifestation pour se rendre au Mur des Fédérés n'est pas qu'un simple hommage, mais un engagement à marcher sur les traces de nos aînés de la Commune, à relever le drapeau rouge des communards.





FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LBM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

ILS CASSENT L'INDUSTRIE, LE 25 JUIN ON BLOQUE LEURS PROFITS !



La situation des salariés et des retraités de notre pays se dégrade de jour en jour. Jusqu'à quand allons-nous subir la misère et la peur du lendemain ? Qu'allons-nous laisser à nos enfants : un pays ravagé, une industrie déclinante, des services publics asphyxiés, des salaires ne permettant plus de vivre décemment, des pensions de retraite toujours plus basses ? Ça suffit ! Trop, c'est trop ! La colère doit trouver un débouché collectif, et le 25 juin doit être ce moment de décision, de coordination et d'impulsion.

Le capitalisme est un prédateur qui ne s'arrêtera jamais, sauf si nous, salariés et retraités, le stoppons net dans sa quête sans fin de profits. Cela suppose une prise de conscience de chacune et chacun. Que nous reste-t-il d'autre que de nous organiser, ensemble, pour défendre notre dignité et notre avenir ?

Dans toutes les branches de notre fédération, les travailleurs doivent s'organiser pour refuser ce faux « destin » qu'on veut nous imposer. Nous voulons vivre décemment, rien de plus, et le capitalisme ne nous l'accordera pas. Il faut une CGT de combat, de lutte de classes, qui prépare la grève, renforce le rapport de force et organise la mobilisation dans chaque entreprise.

Ce n'est pas une incantation, c'est un impératif. Oui, engager une lutte dure demandera des sacrifices, mais ces sacrifices ne sont rien face à ce qui nous attend dans les mois et les années qui viennent si nous laissons faire : fermetures de sites, suppressions d'emplois, casse de l'outil industriel, destruction des garanties collectives, affaiblissement de la Sécurité sociale et des services publics.

Tout ce que nous avons encore, nous le devons à des luttes massives et longues : 1936, 1968, et tant d'autres conflits menés dans les entreprises pendant des décennies.

Nos anciens se sont battus sans moyens si ce n'est leurs convictions, dans des conditions bien plus difficiles qu'aujourd'hui, parfois au prix de leur vie. Par respect pour eux, par respect pour nos enfants, nous devons relever la tête, la porter fière et combative. La CGT porte historiquement ces espérances et ces conquêtes sociales, et c'est dans l'action collective que nous retrouverons le chemin de la victoire.

Aujourd'hui, la casse organisée de l'industrie frappe partout : chimie, pharmacie, automobile, pneumatique, verre, métallurgie. Derrière les restructurations, les fermetures et les suppressions de postes, il y a une même logique : celle d'une économie soumise à la rentabilité du capital. Quand le capital écrase l'industrie, l'État lui fournit le marteau à coups d'aides publiques, d'exonérations, de subventions et d'abandons politiques.

Nous le savons : ces fermetures ne sont pas des accidents isolés. Elles sont le produit normal d'un système qui sacrifie les travailleurs, les territoires et l'avenir industriel du pays. Face à cela, une seule voie s'impose : construire la lutte, élever le rapport de force, unir les travailleurs, refuser le prétendu dialogue social quand il accompagne la casse au lieu de l'empêcher.

Dans chaque entreprise, dans chaque atelier, dans chaque service, il faut maintenant discuter avec les collègues, faire monter les revendications, préparer la grève et organiser la solidarité. Le 25 juin doit être une journée de grève et de mobilisation massive, un point d'appui pour durcir le combat et ouvrir une perspective de lutte plus large.

**LE 25 JUIN, TOUS ET TOUTES EN
GRÈVE ET EN MOBILISATION SUR
LES RASSEMBLEMENTS DE LYON
ET DUNKERQUE !**